



ISTOCK.COM/PESHKOV

## L'UE vise à suivre chaque transaction

Dans de nombreux pays, l'État peut écouter vos conversations, suivre vos déplacements et observer votre compte bancaire. Mais ceux qui cherchent à éviter les yeux de l'État peuvent toujours utiliser de l'argent liquide—pour le moment.

- Josue Michels
- [10/01/2022](#)

Un nouveau plan visant à limiter les paiements en espèces et à restreindre les crypto-monnaies a été dévoilé par la Commission européenne le 20 juillet. Dans le but d'améliorer la supervision des transactions financières, l'Union européenne cherche à créer une nouvelle autorité anti-blanchiment. L'organisme de lutte contre le blanchiment d'argent devrait être opérationnel d'ici 2024.

« Le blanchiment d'argent constitue une menace claire et actuelle pour les citoyens, les institutions démocratiques et le système financier », a déclaré Mairead McGuinness, commissaire européenne chargée des services financiers, lors d'une conférence de presse le 20 juillet. « Le train de mesures adopté aujourd'hui intensifie considérablement nos efforts pour empêcher que l'argent sale ne soit lavé par le système financier. »

Bien que les restrictions visent à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, elles s'attaquent également à l'une des dernières libertés dont disposent les citoyens : dépenser de l'argent de manière anonyme.

L'UE cherche à établir une limite de 11,800 dollars américains pour les paiements en espèces. Les transactions entre particuliers ou entre personnes sans compte bancaire pourraient faire exception. L'idée est que, moins les gens peuvent faire de transactions en argent liquide, moins le blanchiment d'argent est lucratif.

Le projet de loi doit encore être approuvé par les différents États membres de l'UE et par le Parlement européen. Mais deux tiers des pays de l'UE ont déjà introduit des plafonds sur les paiements en espèces, selon les informations de la Commission européenne.

Au début de février 2016, le ministère allemand des Finances a proposé d'imposer une interdiction des transactions en espèces de plus de 5,000 € (5,882 \$ US). À l'époque, la France avait déjà interdit les paiements en espèces pour la plupart des situations qui étaient supérieures à 1,000 €. En Italie, la limite était de 3,000 €. Mais c'est en Allemagne que la loi a été la plus controversée. Sascha Lobo, chroniqueur au *Der Spiegel*, écrivait à l'époque : « L'interdiction des paiements en espèces de plus de 5,000 euros pourrait n'être que la première étape. Enfin, l'abolition de l'argent liquide physique offre de nouvelles capacités de surveillance fantastiques » (traduction de la *Trompette* tout au long du texte).

Mais les économistes craignent qu'une société sans espèces donne aux autorités un contrôle sans précédent sur leurs citoyens.

En 2019, la Banque centrale européenne a cessé d'imprimer les billets de 500 euros. Et l'UE travaille actuellement sur sa propre monnaie numérique de banque centrale (mncb). Bien que l'on ne sache pas encore à quoi ressemblera cette monnaie numérique, la guerre simultanée contre l'argent liquide nous donne une indication de la direction que prend la tendance. Une monnaie numérique émise par la Banque centrale européenne pourrait conduire à l'abolition complète de l'argent liquide. Alors que les monnaies numériques pourraient être développées pour assurer l'anonymat, les utilisateurs seraient à la merci de l'État pour garantir ce droit.

L'une des raisons pour lesquelles l'argent liquide ne peut être totalement interdit est que tout le monde ne possède pas de compte bancaire. Mais une mncb permettrait de résoudre ce problème. Au lieu d'émettre des espèces, la banque centrale émettrait directement sa monnaie numérique aux personnes non bancarisées, qui pourraient la dépenser en utilisant des téléphones intelligents ou d'autres appareils spécialement conçus à cet effet. La différence serait que le gouvernement pourrait suivre la façon dont l'argent est dépensé.

Certaines crypto-monnaies actuelles proposent des portefeuilles numériques anonymes qui peuvent être utilisés comme de l'argent liquide. L'UE cherche à les interdire également. « Nous ne devrions pas avoir des règles différentes pour le système financier. Elles devraient s'appliquer également aux monnaies numériques », a déclaré McGuinness.

« Les changements apportés aujourd'hui garantiront que les transferts de crypto-monnaies, telles que *lebitcoin*, pourront être entièrement suivis », ont déclaré les autorités de Bruxelles.

Alors que beaucoup se sont battus pour préserver le droit des citoyens, la pression des États pour contrôler chaque transaction va probablement réussir. Une fois qu'une mncb sera émise, elle pourrait même rendre le système bancaire actuel superflu. Au lieu de détenir des comptes auprès de banques commerciales, de plus en plus de citoyens pourraient choisir de placer leur argent sur des comptes de la banque centrale. La Banque centrale européenne pourrait finalement contrôler les flux monétaires de tous les citoyens de l'UE.

La révolution numérique s'impose rapidement dans la vie quotidienne des citoyens. Bien que l'on ne sache pas encore quel sera le résultat exact, nous pouvons clairement voir ce que les gouvernements du monde entier cherchent à accomplir. Nous pouvons nous attendre à ce qu'ils promettent la sauvegarde de la vie privée, la préservation des libertés et la réduction de la criminalité. Mais qui veillera à ce que les promesses soient tenues ?

Concernant la technologie *blockchain*, (chaîne de blocs), la technologie sous-jacente des monnaies numériques actuelles, Caroline Freigang a écrit dans le *Handelszeitung* suisse du 9 mars 2016 : « La technologie pourrait accélérer les transactions et faire économiser de l'argent aux banques—l'intermédiaire deviendra obsolète. Cependant, le danger existe toujours à travers les régulateurs, qui pourraient, en fonction de la situation politique, changer d'avis comme le vent. »

Un temps vient où les gouvernements européens « changeront d'avis comme le vent » et exerceront un contrôle total sur leurs citoyens. Nous pouvons nous attendre à cette issue non seulement en raison de l'analyse des événements actuels, mais aussi parce qu'elle a été prophétisée il y a des milliers d'années.

Apocalypse 13 : 17 met en garde : « et que personne ne pût acheter ni vendre, sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom. » Se référant à cette écriture, le regretté théologien et auteur Herbert W. Armstrong a écrit en 1952 (c'est nous qui soulignons) :

Tout le monde veut pouvoir « acheter ou vendre ». Dans cet usage scripturaire, l'expression « acheter ou vendre » indique plus littéralement être capable d'acheter—non pas que les magasins ou ceux à qui l'on peut acheter les produits de première nécessité refuseraient d'accepter l'argent, mais que celui qui refuserait la « marque » NE SERAIT PAS EN MESURE D'ACHETER, NE SERAIT PAS EN MESURE DE GAGNER SA VIE, DE GAGNER UN SALAIRE OU UNE RÉMUNÉRATION, OU DE SE LANCER EN AFFAIRES.

Au début, de telles actions pourraient être imposées aux criminels, mais elles finiront par être imposées à tous ceux qui ne se soumettent pas entièrement au gouvernement. M. Armstrong a expliqué que la marque de la bête est une semaine de travail de six jours, avec le culte obligatoire du dimanche. Cela a semblé inimaginable. Mais alors que les situations économiques deviennent de plus en plus désastreuses et que l'appel des autorités religieuses devient de plus en plus fort, l'État et l'Église uniront à nouveau leurs forces pour soumettre leurs sujets.

Limiter le flux d'argent, réguler les crypto-monnaies et superviser toutes les transactions sont exactement ce que l'on attendrait pour procéder à la réalisation de cette prophétie. À l'époque du Saint Empire romain, le culte du dimanche était imposé avec une force brutale. Il n'est donc pas surprenant que l'Europe utilisera tous les moyens à sa disposition pour l'application définitive de cette marque.

Le Concile de Laodicée, vers 363 après J.-C., a décrété : « Les chrétiens ne doivent pas judaïser en se reposant le jour du sabbat, mais doivent travailler ce jour-là, se reposant plutôt le dimanche. Mais, s'il y en a qui sont trouvés judaïsant, qu'ils soient déclarés anathèmes de la part de Christ. »

« L'Église les a *fait tuer* », a écrit M. Armstrong. « Lorsque l'église marquait quelqu'un 'anathème' (un hérétique), la police d'État de l'empire commençait à le torturer. À moins qu'il ne se rétracte, il était torturé jusqu'à sa mort ! Les lois étaient devenues si strictes qu'aucun homme ne pouvait occuper un emploi, ou s'engager dans des affaires, à moins qu'il travaillait le samedi et se reposait le dimanche. Et le monde sera tellement adapté qu'il sera presque impossible pour quelqu'un 'd'acheter ou de vendre' à moins de recevoir cette marque de la bête ! »

L'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent n'est qu'une des nombreuses indications que l'Europe se prépare à exercer davantage de contrôle sur ses citoyens. Alors que certains tirent la sonnette d'alarme contre l'abolition de l'argent liquide, ils en savent peu sur les véritables implications que cela pourrait avoir. La Bible révèle où cela mène et montre également pourquoi cela doit arriver. Demandez un exemplaire gratuit du livret de M. Armstrong *Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique* afin de comprendre toute la portée prophétique de tous ces événements.



**Téléchargez, ou  
commandez votre  
copie gratuite de**

**Qui est, ou  
qu'est-ce que,  
la bête prophétique**  
**maintenant en cliquant ici**